



BUREAU D'ETUDES POUR L'EMPLOI
ET LE DEVELOPEMENT ECONOMIQUE
(Be-Employed – Sarl)

L'impact de la crise internationale sur l'emploi en Afrique : cas du Burkina Faso

Adama Zerbo, Economiste à Be-Employed

Il est encore trop tôt de prétendre cerner toutes les conséquences de la crise internationale en Afrique subsaharienne dont certains effets indirects seraient à venir. Cependant, la nécessité pour les décideurs d'anticiper sur ces effets à venir pour minimiser leurs impacts négatifs et profiter au maximum des opportunités/enseignements de cette crise rend primordial l'analyse de ses conséquences sur les économies africaines. A ce jour, quelques analyses ont été faites sur l'impact de la crise internationale sur les économies de l'Afrique.¹ Ces analyses pour la plupart se limitent à l'impact sur les grandeurs macroéconomiques (croissance économique, exportation, investissement, etc.) et examinent très rarement les effets sur l'emploi. Pourtant, si l'on admet que le marché du travail constitue le principal mécanisme de transmission entre la croissance économique et les conditions de vie des populations, alors l'impact de la crise internationale sur les conditions de vie dépendra en grande partie de ses conséquences sur l'emploi.

Pour ce faire, le présent numéro de « *Regard sur le marché du travail et l'emploi* » s'est fixé pour objectif d'analyser l'impact de la crise internationale sur l'emploi au Burkina Faso. Premièrement, les effets de la crise internationale sont appréhendés au plan macroéconomique en se basant sur la dernière publication du Fonds monétaire international sur les perspectives économiques en Afrique subsaharienne, parue en avril 2009. Deuxièmement, l'impact de la crise sur l'emploi au Burkina Faso est analysé en partant de ces résultats macroéconomiques et en utilisant un modèle intersectoriel.

Crise internationale et croissance économique en Afrique subsaharienne

En rappel, la crise internationale a débuté en 2007 par une crise de l'immobilier aux Etats-Unis qui s'est généralisée en une crise financière et a progressivement touché la sphère réelle de l'économie à travers notamment la rareté de l'offre de crédit qu'elle a provoquée dans les pays développés. Cette crise

financière a été précédée d'une crise alimentaire mondiale qui a eu pour conséquence la hausse de l'inflation et la dégradation du pouvoir d'achat des populations dans les pays de l'Afrique subsaharienne.

Du fait de la déconnexion du système financier de la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne aux marchés financiers internationaux, la crise financière ne se propage ni au même rythme et ni à la même ampleur que dans les pays développés. Dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest africain (UEMOA) par exemple, même si des effets de contagion et le recours des investisseurs étrangers à leurs placements sur le marché financier de cette zone ont entraîné une baisse de 10% de la bourse en 2008, on note que la crise internationale n'a pas atteint cette zone par le canal financier grâce à la grande prudence encore observée au niveau de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) en matière de création de produits financiers complexes, ainsi que la réglementation de change qui n'autorise pas les intermédiaires agréés (banques et établissements financiers) à détenir à l'extérieur des avoirs supérieurs à leurs besoins courants dans le cadre des opérations pour le compte de la clientèle. Cependant, les effets de la crise internationale se propageraient actuellement aux économies africaines par d'autres mécanismes de transmission, à savoir le ralentissement de la demande mondiale d'exportations, la baisse des investissements directs étrangers et des envois de fonds des travailleurs émigrés, ainsi que l'accentuation des problèmes de financement des petites et moyennes entreprises due à la rareté des crédits internationaux auxquels avaient recours certaines grandes entreprises locales qui sont désormais obligés d'accroître la pression sur l'offre locale de crédits.

Selon les dernières estimations du Fonds monétaire international (FMI, 2009), le taux de croissance économique mondial passerait de 3,25% en 2008 à -1,25% en 2009. Cette contraction de l'activité économique mondiale se traduirait par une diminution de la demande d'exportations de matières premières dans les pays africains et une baisse des cours internationaux de ces produits. Ainsi, l'Afrique subsaharienne enregistrerait une croissance économique de 1,5% en 2009, contre 5,4% en 2008 et 6,8% en 2007. Les exportations de l'Afrique subsaharienne qui représentaient 40,8% du PIB en 2008, s'établiraient à 32,1% du PIB en 2009. Les termes de l'échange, après leur amélioration de 12,2% en 2008, se dégraderaient de 15,5% en 2009 pour l'ensemble des pays de

¹ Voir par exemple FMI (2009), Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, avril 2009.

l'Afrique subsaharienne et de 44,8% pour les pays pétroliers.

Au Burkina Faso, la croissance économique s'établirait à 3,5% en 2009, soit le plus faible taux de croissance enregistré depuis 2000. Cette faible évolution de l'activité économique serait imputable au ralentissement des exportations et des investissements.

La part des exportations dans le PIB se situerait à 9,8% en 2009, contre respectivement 10,6% en 2007 et 9,3% en 2008. En volume, les exportations devraient s'accroître que de 0,5% entre 2007 et 2009, contre un accroissement de 17% enregistré entre 2005 et 2007, en dépit d'une éventuelle amélioration des termes de l'échange de 12,3% en 2009 par rapport à 2008. Cette amélioration des termes de l'échange qui serait surtout liée à la baisse du prix des produits pétroliers, ne permettrait pas d'atteindre leur niveau du début des années 2000. S'agissant des investissements, ils s'accroîtraient que de 1,5% entre 2007 et 2009, entraînant une baisse du taux d'investissement de 19,5% en 2007 à 18,2% en 2009.

Au-delà de ces résultats macroéconomiques, quel serait l'impact du ralentissement de l'activité économique liée à la crise internationale sur l'emploi au Burkina Faso ?

Crise internationale et emploi au Burkina Faso

Pour cerner l'impact de la crise internationale sur l'emploi, nous recourons à des simulations à l'aide d'un modèle intersectoriel basé sur le Tableau des Ressources-Emplois (TRE) de 2005 de l'économie nationale.² Le TRE reflète la structure et le fonctionnement de l'économie. Sur la base des interrelations entre les branches d'activité qu'il met en évidence, le TRE permet de formaliser les interdépendances entre les secteurs de l'économie nationale et de simuler l'impact de divers chocs adverses ou favorables. Dans ce modèle intersectoriel, on considère qu'en dehors des branches du secteur agricole, les autres branches de l'économie du Burkina Faso fonctionnent à court terme suivant une logique Keynésienne. Plus précisément, à court terme, le secteur agricole est considéré comme un secteur d'offre tandis que les branches d'activités non agricoles sont tirées par la demande qui leur est adressée.

Ainsi, dans ce travail, nous nous intéressons à l'impact de la contraction de la demande mondiale

sur l'emploi non agricole au Burkina Faso en 2009. Pour mieux cerner cet impact, une brève analyse de la structure et du fonctionnement de l'économie du Burkina Faso à l'aide du TRE s'impose.

L'examen du Tableau des Ressources-Emplois (TRE) fait ressortir que l'administration publique est de loin la branche d'activités qui contribue le plus à la création de la valeur ajoutée non agricole (tableau 1). Les activités commerciales se placent en deuxième position avec une contribution de 18,3% à la valeur ajoutée. Elles sont suivies successivement de l'industrie alimentaire (10,1%), des autres services marchands (9,1%), des transports et télécommunications (7,6%), des BTP (7,2%), ainsi que la branche de fabrication d'ouvrages en bois et métaux (3,9%) qui enregistre la plus forte part en matière d'emplois (29,8%).

Tableau 1 : Répartition de la valeur ajoutée et de l'emploi non agricoles par branche d'activités

	Valeur Ajoutée	Emploi
Industrie extractive	0,8	0,8
Industrie alimentaire	10,1	4,6
Industrie textile et d'habillement	2,2	3,9
Fabrication de produits pétroliers	0,7	0,1
Fabrication de matériaux de construction	1,5	10,2
Industrie du papier et de l'édition	0,3	0,1
Fabrication d'ouvrages en bois et métaux	3,9	29,8
Industrie d'eau et d'électricité	2,0	0,4
Bâtiments et travaux publics	7,2	1,9
Commerce	18,3	11,9
Hôtellerie et restauration	1,1	2,8
Transports, postes et télécom.	7,6	9,1
Activités financières	3,3	0,4
Autres services marchands	9,1	5,0
Administration publique	31,9	18,8
Total	100,0	100,0

Source : A partir du TRE 2005 version provisoire

Les branches du commerce, de la fabrication de matériaux de construction et de l'administration publique contribuent chacune pour plus de 10% à l'emploi non agricole au Burkina Faso. Ainsi, la branche des BTP et les activités liées (fabrication de matériaux de construction, d'ouvrages et bois et métaux) contribuent fortement à l'emploi non agricole. Aussi, la branche des transports et des télécommunications contribue-t-elle à hauteur de 9,1% à l'emploi non agricole. La branche de l'industrie textile et des articles d'habillement contribue pour 4%

² Insd (2008) : Tableau des ressources et emplois 2005, version provisoire.

environ à l'emploi non agricole en dépit du poids du secteur coton dans les exportations.

Par rapport au fonctionnement de l'économie nationale, les produits de la branche agricole, dont 99% sont des produits locaux, sont destinés principalement à la consommation finale des ménages (50%) et à la consommation intermédiaire (45,6%) utilisée à 45% dans l'industrie textile et 26% dans l'industrie alimentaire. Les produits de la branche extractive sont pour l'essentiel exportés (32%) ou utilisés comme consommation intermédiaire principalement par les branches de fabrication de matériaux de construction (42%) et des BTP (33%). La branche textile est surtout tournée vers l'extérieur : 60% environ des produits textiles sont exportés et respectivement 12% et 14% de ces produits sont destinés à la consommation des ménages et à la consommation intermédiaire dans industries textiles. Le niveau de transformation du coton reste encore faible pour permettre à la branche de l'industrie textile de contribuer à l'emploi non agricole à la hauteur du poids du secteur coton dans l'économie burkinabé.

Tableau 2 : Les ressources et leurs utilisations au Burkina Faso (en %) ⁽¹⁾

Produits/Services :	Ressources		Emplois (utilisations)			
	Q	M	CI	X	CF	I
Agricoles, élevage, pêche	99,3	0,7	39,6	2,8	50,0	7,6
De l'extraction	86,4	13,6	65,2	32,1	1,0	1,7
Alimentaires	83,2	16,8	19,3	1,9	77,7	1,2
Textiles et habillement	93,6	6,4	12,3	59,7	14,2	13,7
Pétroliers et chimiques	10,3	89,7	59,8	0,7	36,8	2,7
Matériaux de BTP	58,4	41,6	62,4	0	26,9	10,7
Du papier et édition	35,9	64,1	73,6	1,3	25,1	0
Du bois et des métaux	32,1	67,9	13,7	2,0	37,0	47,3
Electricité, gaz, eau	89,8	10,2	68,1	0	31,9	0
Des BTP	94,6	5,4	5,3	0	1,2	93,5
Hôtellerie et restauration	100	0	12,9	0	87,1	0
Transports et télécom.	100	0	67,9	0,3	31,7	0
Services financiers	91,3	8,7	59,5	6,5	34,0	0
Autres services marchands	96,7	3,3	44,7	1,5	53,9	0
Services publics	96,1	3,9	1,3	0,5	98,3	0

(1) : Q = Production ; M = Importations ; CI = Consommation intermédiaire ; X = Exportations, CF = Consommation finale ; I = Investissements + variation de stocks

Source : A partir du TRE 2005 version provisoire

A l'inverse, l'industrie alimentaire est fortement centrée sur le marché national avec uniquement 2% d'exportation, 78% de consommation finale et 19% de consommation intermédiaire. Il en est de même pour la

branche de l'industrie du papier, de l'édition et de l'imprimerie dont seulement 1% des produits sont exportés, 25% sont destinés à la consommation finale et 73% sont utilisés comme matières premières surtout dans l'administration publique (39%).

Cette brève analyse permet de constater que les branches de l'économie du Burkina Faso ne sont pas exposées aux effets d'un choc extérieur au même degré. Ainsi, l'impact de la crise internationale sur l'emploi différerait d'une branche d'activités à une autre. Pour rendre compte d'une telle réalité, nous avons simulé à l'aide du modèle intersectoriel le gain ou la perte dans la dynamique de création d'emplois de chaque branche d'activités non agricoles pour l'année 2009, sous l'hypothèse d'une situation macroéconomique correspondant aux dernières prévisions du FMI concernant le Burkina Faso présentées plus haut. Les gains ou pertes dans la dynamique de l'emploi ont été calculés en comparant cette situation prévisionnelle de l'économie nationale à une situation de référence (sans crise). La situation de référence correspond à la situation en 2009 sous l'hypothèse d'absence de crise internationale et, par conséquent, l'économie burkinabé en 2009 est sur son sentier de croissance (5%) avec les composantes de la demande globale qui sont à leur niveau tendanciel.

Tableau 3 : Résultats de simulation de l'impact de la crise sur l'emploi non agricole au Burkina Faso en 2009

	Emploi en 2009 (%)	Gain en emploi (%)
Industrie extractive	0,6	-6,1
Industrie alimentaire	5,2	0,7
Industrie textile	2,3	-5,2
Fabrication de produits pétroliers	0,2	-0,3
Fabrication de matériaux de construction	9,5	-5,5
Industrie du papier et de l'édition	0,1	0,1
Fabrication d'ouvrages en bois et métaux	28,2	-4,3
Industrie d'eau et d'électricité	0,5	-0,4
Bâtiments et travaux publics	1,6	-9,1
Commerce	12,0	-0,7
Hôtellerie et restauration	3,2	0,8
Transports, postes et télécom.	9,6	-0,7
Activités financières	0,4	-0,4
Autres services marchands	5,4	0,0
Administration publique	21,3	0,9
Total	100,0	-2,0

Source : La présente étude

Les résultats des simulations présentés dans le tableau 3 montrent que le ralentissement de la demande globale au Burkina Faso induirait une perte de 2% dans la dynamique de création d'emplois non agricoles.

Selon ces résultats, l'emploi serait plus affecté par la crise dans les branches des BTP (-9,1%), de l'industrie extractive (-6,1%), de la fabrication de matériaux de construction (-5,5%), de l'industrie textile (-5,2%), ainsi que celle de la fabrication d'ouvrages en bois et métaux (-4,3%).

La forte perte dans la dynamique de création d'emploi du secteur des BTP s'expliquerait d'une part par le ralentissement de la demande de travaux de construction en liaison avec (i) le renchérissement des coûts des matériaux de construction, (ii) la prudence observée en période de crise par les opérateurs économiques ou financiers (publics ou privés) vis-à-vis des investissements en BTP et (iii) l'effet d'un ralentissement de l'aide publique au développement sur les investissements publics. Ainsi, les branches qui dépendent directement des BTP, tels que la fabrication de matériaux de construction, d'ouvrage en bois et métaux, enregistreraient également en 2009 une perte importante dans la dynamique de création d'emplois. Il en serait de même pour la branche de l'industrie extractive sachant que plus de 65% de produits de l'extraction sont utilisés comme matières premières dans les BTP et les branches liées.

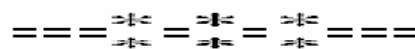
Par rapport à l'industrie textile, la perte en création d'emplois proviendrait d'un ralentissement des exportations dû à la baisse de la demande mondiale, étant donné qu'environ 60% des produits de la branche textile sont exportés. Ces exportations concernent surtout le coton fibre dont le placement sur le marché international à des prix profitables s'avère de plus en plus difficile. Par ailleurs, la contraction de la demande d'exportations de matières premières expliquerait en partie la perte de la dynamique de création d'emplois qui pourrait être enregistrée dans l'industrie extractive.

A l'opposé de ces branches d'activités qui pourraient être plus affectées par la crise internationale, certaines branches d'activités ne seraient pas affectées et au contraire d'autres branches d'activités profiteraient de cette crise pour renforcer leur dynamique de création d'emploi. Il s'agit des branches de l'industrie alimentaire (+0,7%), de la restauration et l'hôtellerie (+0,8%). Bien qu'étant encore assez embryonnaire, l'industrie alimentaire connaît depuis quelques années un certain dynamisme. La crise internationale qui a été précédée d'une crise alimentaire internationale favoriserait la substitution de certains produits alimentaires locaux aux produits importés dont les prix restent encore relativement élevés au niveau mondial. La branche de la restauration profiterait de

l'accroissement de la population urbaine et des changements de comportements en milieu urbain en matière d'alimentation. Avec les crises successives, la baisse du pouvoir d'achat et la hausse du prix des produits pétroliers contraignent de plus en plus les travailleurs à prendre leur déjeuner dans les restaurants à leur lieu de travail au lieu de le faire chez eux à domicile. Dans les branches de l'industrie du papier, de l'édition et de l'imprimerie et des autres services marchands pour lesquelles la demande qui leur est adressée émane essentiellement de l'intérieur, l'emploi ne serait pas affecté par la crise internationale.

En résumé, le Burkina Faso pourrait enregistrer une perte de 2% dans la dynamique de création d'emplois non agricoles en 2009. Les branches d'activités les plus affectées seraient les BTP et les activités qui lui sont liées, ainsi que l'industrie textile. L'industrie alimentaire, l'hôtellerie et la restauration profiteraient de la crise pour renforcer leur dynamique de création d'emploi, mais cela ne saurait compenser les pertes enregistrées dans les branches des BTP et de l'industrie textile.

Ainsi, dans le court terme, il apparaît nécessaire pour l'Etat de relancer le secteur des BTP et, de ce fait, les branches d'activités qui lui sont liées, afin de limiter la contraction de l'emploi au Burkina Faso en 2009. Pour ce faire, le renforcement du dispositif des investissements à Haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) s'avère important. Dans le moyen et long terme, la mise en œuvre d'une véritable politique de promotion de l'industrie alimentaire et de transformation du coton au niveau national est indispensable pour trouver des solutions durables à la problématique de l'emploi et à la vulnérabilité du pays vis-à-vis de l'extérieur.



Bureau d'études pour l'emploi et le développement économique

Ambition – Foi – Professionnalisme

www.be-employed.com

pour vous accompagner plus efficacement.